



# Réforme du bac : les questions des parents

**REPORTAGE** Dans un lycée des Yvelines, la proviseure tente de désamorcer les inquiétudes concernant les nouvelles spécialités

Ce jeudi soir, le réfectoire du lycée Sonia-Delaunay à Villepreux (Yvelines) est plein. Au menu : « L'orientation après la seconde ». Près de 250 parents assistent à la réunion, deux fois plus que l'an dernier. La réforme du lycée et du bac nourrit, il est vrai, de nombreux débats.

Dans cet établissement de taille moyenne, pas de protestations de professeurs comme à d'autres endroits. Isabelle Ansart, la proviseure, juge « intéressant de sortir du carcan des filières S, L et ES ». Et s'emploie à « pulvériser les inquiétudes ». D'abord en présentant les huit spécialités proposées à Delaunay. Puis en rappelant la procédure : les seconde devront en choisir trois pour la classe de première (en plus du tronc commun), puis en éliminer une en terminale.

« Est-ce qu'il y aura des quotas par spécialité ? », interpelle une mère. « Non, assure la proviseure. Simple-ment, si un élève de seconde demande la spécialité "physique" alors qu'il a 5 de moyenne, on lui conseillera de choisir autre chose. » Mais, promet-elle, « les familles garderont la main ». Au niveau national, certains mettent en doute cette liberté de choix. « Chaque établissement va proposer des menus alléchants, mais par endroits, tous les plats ne seront pas disponibles en cuisine ! », prédit l'association de parents d'élèves FCPE, qui dénonce « un manque de moyens » pour mettre en place un vrai lycée à la carte.

Au fond de la salle, une mère interroge : « Comment ça se passe pour un élève qui demande une spécialité qui n'est pas offerte à Delaunay ? » Isabelle Ansart désamorce : « La situation n'est pas nouvelle. Avant, on ne proposait pas non plus les "sciences de l'ingénieur". » L'adolescent devra changer de lycée : faire la navette prendrait trop de temps.

Le ministère de l'Éducation a beau promettre un accès aux douze spécialités (grâce aux complémentarités entre établissements), des

syndicats n'y croient pas. « Certains bassins sont plus favorisés que d'autres », estime-t-on au Snes-FSU, majoritaire dans le secondaire.

Pour l'instant, une question préoccupe les parents : « Quel sera le niveau de la spécialisation en maths ? Des profs assurent que ce sera plus difficile que le programme S actuel. » Ce soir, la réponse reste floue. Un bras se lève encore : « Comment allez-vous composer les classes ? » Avec la réforme, les combinaisons possibles donnent le tournis. « C'est un défi intellectuel », reconnaît la proviseure. On regroupera sans doute les élèves qui ont au moins une spécialité commune sans reproduire les anciennes filières. Il y aura toujours huit classes de première, mais « avec des cours tous ensemble et des modules variant selon les élèves ».

D'après un rapide sondage, il faudra ici composer 23 groupes pour les 8 spécialités ! Un casse-tête ? « Certaines combinaisons exotiques n'entreront sans doute pas dans le cadre », admet la proviseure. Elle n'est pas trop inquiète : « D'après les premiers retours, les choix restent classiques. » Même relative sérénité au SNPDEN, le syndicat majoritaire des chefs d'établissement, où l'on s'interroge néanmoins pour dans deux ans : « Quand la réforme touchera aussi les terminales, ça peut devenir compliqué de trouver les salles ou les profs nécessaires. »

Dans ce lycée, personne ne semble contester la part de contrôle continu du futur bac. Mais un père se renseigne sur les épreuves finales : « Quels seront les coefficients des spécialités ? » La cheffe d'établissement sort la plaquette du ministère : « Coefficient 16 chacune ». Mieux vaut ne pas se tromper... Car si le ministre de l'Éducation répète qu'un élève pourra changer entre la première et la terminale, ce sera « à la marge », précise la proviseure.

Après une heure et demie de discussion, quelques parents jouent les prolongations. « On ne sait pas quels seront les critères du supérieur, soupire un père. On n'a pas les billes... » Des familles se demandent quelles spécialités choisir pour avoir une chance d'obtenir telle ou telle filière.

Toutes les formations du supérieur accepteront-elles de diver-

sifier les profils ? « Si les matières scientifiques restent en haut du podium, la réforme ne changera rien », prévient une mère. « Des écoles d'ingénieurs fixent déjà des spécialités obligatoires à leurs postulants », assure le Snes-FSU, qui déplore des inégalités d'accès à l'information. Et les cinquante-quatre heures consacrées à l'orientation sont loin d'être une réalité dans tous les lycées.

Alors ? À Delaunay, les jeunes sont invités à consulter le site horizons2021.fr – pour « faire des simulations entre les choix de spécialités et les domaines qui correspondent » –, à participer à des journées portes ouvertes et à assister au conseil de classe du deuxième trimestre pour entendre l'avis des professeurs sur leurs vœux. Pour l'instant, avoue une lycéenne, « les élèves essayent de se caler sur les anciennes filières ». ●

MARIE QUENET

**« Si les matières scientifiques restent en haut du podium, ça ne changera rien »**

Une mère d'élève



Élèves dans un lycée de Meurthe-et-Moselle. CLÉMENT MARTIN / SAIF IMAGES